

LA REVUE NOUVELLE

LA CHINE SORT DE L'OMBRE

# *Privatisation massive : la Chine des années nonante*

---

Avec l'expansion impressionnante de l'économie chinoise, le pays-continent qui est devenu la nouvelle « usine du monde » et le premier récipiendaire d'investissements directs étrangers parmi les nations en développement a mis en marche un processus sans précédent de privatisation, déjà en grande partie achevée. Si le « gros » du processus a été particulièrement rapide (à peine plus de deux ans, entre 1999 et 2001), le chemin pour le mettre en branle a été long et tortueux.

---

PAR BRUNO ROELANTS ET CLAUDIA SANCHEZ BAJO

Avec la réforme agraire du début des années quatre-vingt, et le développement sans précédent des petites industries rurales à la fin de cette décennie, on voyait se dessiner la nécessité d'une réforme fondamentale des entreprises urbaines d'État, souvent paralysées par l'inefficacité, la mauvaise gestion et l'« endettement triangulaire » (une entreprise était endettée vis-à-vis d'une seconde entreprise, elle-même endettée de ce fait auprès d'une banque). Les réformes de ce secteur furent au début timides, avec des systèmes de gérance semi-privée d'entreprises restant la propriété de l'état.

Un premier pas, nécessaire, fut la réforme de la Constitution chinoise en 1988, permettant l'existence d'entreprises « privées » (*siying*) de plus de huit travailleurs: jusque-là, en dehors des entreprises à capital étranger, la Constitution ne reconnaissait que les entreprises d'État, les entreprises « individuelles » (*geti*) d'un maximum de huit travailleurs, et les entreprises « collectives » (*jiti*), souvent surnommées sarcastiquement entreprises « d'État de deuxième niveau », mais de plus en plus de nature privée ou semi-privée. À l'époque, en effet, sauf dans certaines régions emblématiques et célèbres comme le district de Wenzhou dans la province du Zhejiang, la création d'entreprises officiellement privées restait politiquement incorrecte malgré le changement constitutionnel, et les entrepreneurs privés préféraient encore créer des entreprises sous le statut « collectif ».

## LA REVUE NOUVELLE

## LA CHINE SORT DE L'OMBRE

En 1992, Deng Xiaoping lance la réforme urbaine par un célèbre discours prononcé dans la région économique spéciale de Shenzhen, frontalière de Hong Kong. Différentes modalités destinées à accroître la motivation du management des entreprises sont mises en œuvre, sans toutefois remettre encore en cause le sacro-saint principe de l'intangibilité de la propriété d'État. Le marasme général des entreprises d'État continue. En 1994, un an après sa nomination, le nouveau Premier ministre Zhu Rongji, ex-maire de Shanghai, donne le feu vert aux toutes premières expériences de privatisations d'entreprises d'État, à Shanghai, par un rachat par leurs travailleurs et leur transformation en coopératives. Le mot d'ordre est lancé : « Garder les grandes [entreprises sous le contrôle de l'État], et laisser tomber les petites » (*zhua da, fang xiao*). Le processus apparaît donc encore sélectif. Mais la même année, Zhu Rongji, recevant une délégation de dirigeants coopératifs, confiait *off the records* que l'économie étatique ne resterait pas forcément toujours majoritaire. Il brisait ainsi un tabou idéologique jusqu'alors inviolable, selon laquelle l'économie d'État devait rester majoritaire.

Cependant, le fait qu'il ait fallu attendre le xv<sup>e</sup> congrès du Parti communiste en 1997 pour lancer le véritable coup d'envoi à la privatisation montre bien les résistances auxquelles a été confronté Zhu Rongji. Certes, le mot « privatisation » n'a pas été prononcé, mais seulement celui de « restructuration des entreprises » par diverses modalités, notamment par le rachat par les travailleurs. Peu après, un euphémisme pour « privatisation » a été inventé : littéralement « gestion-populaire-isation » (*minyínhua*). Du coup, le terme « privé » (*siyǐng*) signifie de plus en plus clairement « patronal », « d'un patron privé ».

À ce moment, en effet, une seconde modalité de privatisation commence à devenir dominante : la société par actions. Cette modalité, considérée comme une innovation moderne, donne également la possibilité de contourner le concept de privatisation en le transcendant. En effet, tant des entreprises d'État privées (*siyǐng*) que des entreprises d'État collectives se restructurent alors en sociétés par actions, laissant le champ libre à toutes sortes de modalités mixtes, notamment à des sociétés au capital provenant majoritairement de l'État ou avec participation minoritaire de l'État.

Le « joint-venture » (*hezi qiye*) offre une autre modalité importante de privatisation qui regroupe tant les vraies sociétés mixtes, avec capital majoritaire ou minoritaire provenant réellement de l'étranger, que les moins vraies, notamment les sociétés avec participation de capital de Hong Kong (redevue chinoise en 1997) ; il s'agit en fait souvent de capital provenant de Chine continentale (y compris celui des principaux investisseurs de l'entreprise) via des sociétés de Hong Kong, la motivation de l'opération étant les avantages fiscaux offerts aux joint-ventures.

Une quatrième modalité de privatisation, la première, historiquement parlant, avec les premières privatisations shanghaiïses mentionnées ci-dessus, est la « société coopérative d'actionnariat » (*gufen hezuozhi qiye*), catégorie sous laquelle nous trouvons regroupées tant de véritables coopératives que des modalités semi-coopératives (souvent avec domination du capital

## LA REVUE NOUVELLE

## LA CHINE SORT DE L'OMBRE

par le management). Dans tous les cas, il s'agit de capital majoritairement dégagé au sein même de l'entreprise.

Le processus de privatisation, qui n'est pas encore complètement achevé, présente une situation de fluidité où il est difficile d'obtenir des données précises et consolidées quant aux quatre modalités de privatisations mentionnées ci dessus: l'entreprise privée patronale, la société par actions, le joint-venture, et la société coopérative d'actionariat. Il n'est pas rare, par exemple, qu'un groupe d'État donne naissance à quelques sociétés par actions, certaines pouvant être majoritairement d'État, d'autres majoritairement privées, une société coopérative d'actionariat, et un joint-venture. Ces sociétés peuvent à leur tour changer de statut.

Dans ce flou, une chose apparaît déjà clairement: au terme de cette gigantesque opération de privatisation, on assiste à l'émergence d'une classe entrepreneuriale possédant une vision stratégique à long terme, rompant avec les pratiques du début des années nonante où l'accent était mis sur les profits rapides. Nous observons notamment un important transfert de ressources humaines: la gestion des nouveaux grands groupes majoritairement privés est souvent confiée à des ex-gestionnaires d'entreprises d'État, qui possèdent l'expérience nécessaire et la connaissance de leurs secteurs d'activité économique, ce qui permet une transition relativement tranquille en ce qui concerne la gestion des entreprises.

L'État chinois, quant à lui, tente de légitimer l'émergence de cette nouvelle classe entrepreneuriale. En effet, les entrepreneurs privés viennent d'être intégrés au sein du Comité central du Parti en 2002, c'est-à-dire au sein du pouvoir national. En novembre 2002, le congrès du Parti a introduit une nouvelle génération de leaders et de « capitalistes », ainsi que l'écrit d'ailleurs, textuellement, Yu Xiaodong, le secrétaire du Parti pour la ville de Heihe, dans la province nordique de Heilongjiang<sup>1</sup>. Jiang Zemin les a appelés la nouvelle « couche sociale » (*shehui jieceng*). Cette « nouvelle couche » comprend les entrepreneurs privés, les employés des firmes de propriété étrangère, les travailleurs indépendants et les professions libérales. Cette décision signalait la continuation des réformes économiques, l'élargissement de la base de soutien au leadership du parti, l'incorporation des entrepreneurs dans le processus de élaboration des politiques, et la priorité absolue de la stabilité aux yeux du gouvernement.

***Bruno Roelants et Claudia Sanchez Bajo***

<sup>1</sup> « China's Jiang Lays Down Red Carpet for Capitalists », <[http://story.news.yahoo.com/news?tmpl=story2&u=/nm/20021108/wl\\_nm/china\\_congress\\_dc](http://story.news.yahoo.com/news?tmpl=story2&u=/nm/20021108/wl_nm/china_congress_dc)>.